

Introduction

Il faut y insister. Le 15 février 2003, puis, à nouveau, le 15 mars, quelques heures à peine après la première vague de bombardements, des millions d'individus se sont retrouvés dans la rue pour faire entendre leur opposition à l'invasion imminente de l'Irak. Les premières manifestations ont éclaté à Melbourne et Sydney, puis se sont propagées vers l'ouest en suivant la marche du soleil. Les centres-villes de Rome, Tokyo, Londres, Paris, Madrid, Buenos Aires, Berlin, Dhaka, Barcelone, New York, San Francisco, et des milliers d'autres endroits dans le monde, se sont tout à coup recouverts de banderoles et se sont mis à résonner d'indignation et de dégoût. Le lendemain, des estimations crédibles faisaient état d'un nombre de manifestants oscillant entre 15 et 20 millions, peut-être plus. Même les grands médias et journaux nationaux – se débattant plus que jamais pour éviter de faire figurer ce Grand Front du Refus à la Une – n'ont pas pu diviser ce chiffre par plus de deux. Les « quelques aigris » s'étaient mués en une masse méfiante et méprisante.

Comme presque toutes les personnes présentes ce jour-là, nous avions du mal à en croire nos yeux quand nous nous déplaçons parmi la foule dans la Market Street de San Francisco. De la torpeur et de l'humiliation nées de la « politique » de Bush surgissait brusquement la possibilité d'une forme de vie différente. La foule elle-même – le sentiment était alors réellement palpable – semblait incrédule, les yeux grands ouverts d'étonnement face à l'improbabilité de sa propre matérialisation. Mais où avait donc sommeillé

toute cette énergie ? Pourquoi l'opération, préparée conjointement depuis de longs mois par les démocrates et les républicains, visant à rendre toute opposition à l'empire impensable – irreprésentable – avait-elle à ce point échoué ? Comment était-il possible que l'idiome des slogans et des banderoles – qui, l'espace d'un instant, faisait monde – ait pu à nouveau constituer une réponse si infaillible au grand barrage de mensonges lancé ce jour-là avant l'aube – une réponse si juste et incisive, déclinée si diversement et au venin pourtant si efficace ? Tout se passait comme si nous étions tous restés assis la nuit précédente à ruminer devant CNN, nous répétant inlassablement la dernière dépêche, la soupesant, pénétrant profondément sa banalité et sa facticité, jusqu'à ce qu'une *négation absolue* jaillisse chez chacun d'entre nous, rendant inopérants les slogans officiels, les parodiant, se nourrissant de leur vacuité, leur donnant une forme monstrueuse.

Il convient de prendre ces moments d'exaltation au sérieux. D'après ce que nous en savons, ils sont rares ; et quand ils surgissent, ils jettent une lumière crue sur notre aliénation, sur nos simulacres d'enthousiasme sur lesquels repose la normalité de la politique. Ce livre est né de ces actions collectives de février et de mars 2003. Comme nous l'écrivons dans notre préface, il fut élaboré à partir d'une brochure rédigée et distribuée lors des deux manifestations. C'est donc par là que nous voudrions commencer, en insistant avec fierté – contre l'oubli délibéré de tous les organes de l'histoire officielle – sur le caractère inédit de ces mouvements de rue. Ce fut en effet un moment historique. Jamais auparavant de telles foules ne s'étaient ainsi réunies, contre la volonté des partis et des États, *avec l'objectif d'arrêter une guerre avant qu'elle ne commence*. L'histoire nous l'a

inlassablement répété : dans la montée en intensité précédant un conflit armé, l'État est le maître du jeu. Rien ne lui est plus facile alors que de susciter une unanimité belliqueuse, faite de peur, d'agressivité et de xénophobie. On ressort les grands mots du placard : tyrannie, démocratie, humanité, terreur, intérêt national, danger imminent, monde civilisé. Les « internationalistes » se découvrent un soudain amour pour leur pays. Les dissidents n'ont plus droit de cité. De temps à autre pourtant, un Edmund Burke ose prendre la parole : « C'est sans crédulité que j'écoute ceux qui diabolisent ceux qu'ils s'apprêtent à piller. En vérité, je soupçonne que les vices qu'on leur impute soient feints ou exagérés quand, en les punissant, c'est le profit que l'on recherche. Un ennemi fait un mauvais témoin ; un voleur, un plus mauvais encore¹. » Mais le plus souvent, dans ces moments d'intense mobilisation, lorsque se déploie toute l'horreur des débuts de conflits, les opposants à la guerre n'ont pas d'autre choix que d'attendre – attendre que la désillusion finisse lentement par ramener les citoyens à la raison, attendre que l'odeur des cadavres finisse par s'infiltrer dans le Jardin des Roses.

C'est donc un fait politique absolument nouveau qu'en cette occasion l'agenda de la guerre n'ait pas été suivi : qu'au cœur même de l'empire, des sujets politiques aient partout refusé de croire ce que leur disaient leurs maîtres tout en cherchant à arrêter la marche des événements.

Bien sûr, le constat est amer et, d'une certaine manière, sans appel ; et à mesure que se déploie l'horreur au Moyen-Orient et que se renforce l'avant-garde djihadiste, ce constat devient chaque jour un peu plus dur à supporter. L'exaltation est une chose, l'efficacité en est une autre. « Si non quelle résolution du désespoir. »

La question de savoir quelle constellation de facteurs a rendu ces manifestations possibles reste, selon nous, ouverte. La maladresse, l'hypocrisie du gouvernement dans la gestion des préparatifs de la guerre – et leur constante visibilité, les tentatives d'intimidation et les mensonges répétés à la face du monde – ont à elles seules compté pour beaucoup. Comme ont compté, au cours des années précédentes, la dynamique initiée par les mouvements altermondialistes et leurs actions de rue, ainsi que les liens qu'ils ont alors noués avec les mouvements pour la paix. La majeure partie du travail de fond s'est effectuée au niveau local, grâce à de petits groupes qui se sont constitués progressivement. Les origines des marches anti-guerre étaient incontestablement nouvelles. Nous inclinons à penser, suivant en cela l'optimisme de tout un courant de la théorie contemporaine, qu'un des ingrédients de la dynamique de février et de mars 2003 fut l'émergence sur la scène mondiale d'une sorte de « multitude » numérique, une communauté virtuelle mondiale qui s'est constituée (en partie sur le court terme, dans les mois qui ont précédé la guerre, en partie au cours de la décennie passée, à mesure que les divers mouvements de résistance apprenaient à mieux tirer partie du cyberspace) dans les interstices du Net ; et qu'une partie de l'intensité de ce moment est directement liée au fait d'avoir vu – entendu, ressenti, fait face à – une *image* du refus devenue réalité². Peut-être les néo-spinozistes ont-ils finalement raison. Ici en tout cas, la multitude a pris corps dans l'espace public, avec ses propres caractéristiques, sa propre spatialité, son propre style ; et ce qui s'est dévoilé au cours de ces journées fut peut-être la préfiguration d'une politique à venir.

La multitude a pris corps et les maîtres du monde l'ont ignorée : tel est le point essentiel. *La multitude en tant que*

force politique est née dans – et de – l'expérience de la défaite. Car c'est précisément au moment où, de simple virtualité, elle est devenue (l'ébauche d')une puissance d'agir au sein du chaos généré par la politique gouvernementale qu'elle a pris la mesure de son impuissance. Ou peut-être (et c'est sur cet espoir que se fonde cet ouvrage) est-ce dans la défaite que les manifestants ont acquis une première intuition de la distance que la multitude devait encore parcourir – quel travail de questionnement et d'organisation elle devait faire, quel processus de construction et de sélection de nouvelles formes d'action, quelle élaboration de nouvelles formes de compréhension et de prise de parole – pour devenir plus qu'un simple moment-image dans un monde de mirages.

Nous savons à quel point il est difficile, pour les textes politiques nés de telles circonstances, de trouver un équilibre. Telle que nous l'utilisons, la belle phrase de Milton citée en épigraphe – « Et rassemblant nos légions affligées » – fait parfaitement écho à ce problème. Et si nous détournons le sens des deux derniers mots de ce vers en les appliquant aux pouvoirs (*powers*) actuels, c'est parce qu'en ce début de XXI^e siècle, la situation mondiale est notamment marquée par la fragilisation de puissances (*powers*) qui semblaient autrefois invulnérables. L'empire américain vit dans la peur – une peur en partie infondée, en partie justifiée par le cours des choses – et les réponses qu'il a choisi d'apporter à ce nouvel état de fait au cours des quatre années passées l'ont conduit, en Irak, à une situation qui s'apparente à un véritable échec stratégique. (La défaite, si elle a lieu, sera infiniment plus destructrice que celle subie il y a près de trente ans au Vietnam, car elle démontrera l'incapacité à imposer une volonté impériale dans une région stratégique sur les plans

économique et géopolitique.) L'affaiblissement du pouvoir est donc bien réel, et toute tentative de renouveler la pensée politique aujourd'hui doit absolument se concentrer sur les causes et les symptômes de cet affaiblissement. Ceci dit, il ne faut pas se réjouir trop vite de l'efficacité du pronom de Milton. Car *nos* forces (*powers*) aussi sont affaiblies. L'État est peut-être vulnérable, mais la multitude doit désormais apprendre à tirer parti de cette situation.

Tout en nous réjouissant de l'insolence du langage contestataire employé dans la rue en 2003, nous ne pouvions nous empêcher de penser à ses limites et à ses manques. Les banderoles ont – c'est incontestable – répliqué au pouvoir en singeant et en détournant les truismes des va-t-en-guerre. Jusque-là tout allait bien. Mais dans la mesure où des causes plus larges et plus profondes se sont dégagées de ce magma de signes – si ce n'est même une préfiguration de ce que, en lieu et place des iPods et des systèmes d'armement, cette multitude pourrait avoir à proposer – les manifestants n'ont guère fait plus que produire leurs propres truismes. Ils nous répétaient que la seule alternative à la guerre était la paix ; pour eux, cette proposition paraissait constituer non seulement une alternative (ce qui aurait pu être acceptable, au moins comme donné conceptuel), mais une réponse, une force d'opposition spécifique. Quant aux causes de la guerre, ils les imputaient soit à la perfidie et à la folie de nos dirigeants, soit à la soif de pétrole. Ce 15 février 2003, il fallait vraiment faire un effort pour se rappeler qu'un des traits saillants du paysage politique de la dernière décennie n'était autre que l'émergence – imprévisible, improbable – d'une opposition mondiale à la nouvelle phase d'exploitation résumée par le mot de « mondialisation », et que ce mouvement avait notamment réussi à replacer le concept épouvantail

de « capitalisme » au cœur du langage politique. Le pétrole était soudain venu se substituer à ces abstractions vieillottes. La diabolisation de Bush masquait le fait le plus important : l'unanimité de la classe politique concernant la nature (la nécessité) de la guerre contre le terrorisme, l'évidence du Patriot Act, l'immunité de l'Israël de Sharon, et la nécessité de liquider Saddam.

Plus important encore : nous n'avons pas trouvé trace dans ces manifestations d'une prise en compte – et sans doute aurez-vous à ce stade remarqué que nous utilisons l'expression de « manifestations » comme synecdoque de l'ensemble du mouvement de résistance à la guerre et au gouvernement au cours des quatre dernières années – du bouleversement de la carte politique suscité par l'arrivée d'Al-Qaida sur la scène mondiale. C'est une chose de se révolter contre les *usages* que nos maîtres ont fait de la « menace ». C'en est une autre de ne pas reconnaître *la réalité* de la menace. L'opposition à la guerre contre le terrorisme devrait commencer par regarder ses ennemis – l'Empire et le Djihad –, en ne sous-estimant ni leur force, ni leur résilience. Souvent, au cours des quatre années passées, nous avons appelé à prendre au sérieux la vieille bravade léniniste de Che Guevara, annonçant que lui et ses camarades finiraient par créer « dix, vingt, cent Vietnam ». Ce dernier était bien loin d'imaginer quelle forme prendrait l'avant-garde révolutionnaire, et au nom de qui on finirait par se battre pour ces cent Vietnam. L'Histoire est cruelle, et Allah rarement miséricordieux. Mais pour ceux d'entre nous qui ont toujours considéré l'idée d'une confrérie unicellulaire, militante et close sur elle-même, de Gardiens de la Vérité, de représentants de l'Élu, ou d'artisans (serait-ce par la force) du Futur, comme l'illusion la plus profonde et la plus destructrice pour la gauche, il y a

quelque chose de douloureux à voir cette nouvelle avant-garde – dont les objectifs sont remplis avec une redoutable efficacité – occuper la scène mondiale et déclarer que le futur, c'est désormais le passé³.

Vous pourrez constater dans les pages qui suivent que l'expérience de février et mars 2003 fut pour une grande part responsable du contenu de ce livre. Et qu'elle a même largement dicté le choix des sujets abordés. Notre principal objectif fut d'essayer de prendre au sérieux les principales propositions du mouvement anti-guerre : pas nécessairement pour les invalider ou pour en prendre le contre-pied, mais pour essayer de déterminer si elles pouvaient être réélaborees de façon à nous offrir une prise réelle sur le présent. Nous passons également en revue différents éléments constitutifs d'un monde dominé par une unique superpuissance : la nature de l'islam révolutionnaire ; la dynamique propre au nouveau stade d'accumulation du capital ; l'enlèvement, aussi bien du côté de l'empire que de celui du terrorisme, dans une bataille des images ; le degré de connivence existant entre l'État et la guerre ; l'attraction durable (et mortelle) de l'idéal léniniste – auquel toute opposition future devra se confronter si elle veut convertir son spasmodique « Nous sommes des millions » en une forme (une pratique) politique.

Ceci nous amène à la question de la forme du livre – à la question, donc, de la communauté imaginaire de ses lecteurs. Car l'avènement de la multitude pendant la course à la guerre a fait bien plus que nous aiguiller vers un certain nombre de sujets incontournables. Cela eut une influence déterminante sur notre conception de ce que doit être la *nature* d'un texte politique aujourd'hui – à qui un tel écrit peut-il chercher à s'adresser, quel ton il doit adopter dans la situation actuelle, quel niveau de détail analytique il doit déployer ; en un mot :

quel impact, aussi faible soit-il, un écrit politique peut-il espérer avoir dans un ordre social entièrement voué à la fin du discours et soumis à la règle du divertissement généralisé. Nous sommes réalistes, ce qui, dans l'état actuel des choses, équivaut le plus souvent à être pessimistes. Ainsi, pour faire contrepoids à la mémoire de l'insolente multitude de février et mars, qui renvoie l'image d'une citoyenneté immunisée contre la crétinisation ambiante, gardons-nous toujours dans un coin de nos têtes la douloureuse prophétie de Nietzsche sur le Dernier Homme : « Il est temps que l'homme se fixe un but [...] Je vous le dis : il faut avoir encore du chaos en soi pour donner le jour à une étoile qui danse. [...] Malheur ! Voici le temps du plus méprisable des hommes, qui ne peut même plus se mépriser lui-même. Voyez ! Je vous montre le *dernier homme*. "Qu'est-ce qu'amour ? Qu'est-ce que création ? Qu'est-ce que désir ? Qu'est-ce qu'étoile ?" – le dernier homme le demande et il cligne de l'œil. [...] Tous veulent la même chose, tous sont égaux : celui qui est d'un autre sentiment il va de son plein gré à l'hôpital des fous. [...] "Nous avons inventé le bonheur" – disent les derniers hommes et ils clignent de l'œil⁴. »

Ou, pire encore, la conception de l'État final par Kojève : « Au sein de l'État final, il n'y a naturellement plus d'« hommes », au sens d'hommes *historiques* qui est le nôtre. Les automates « sains » sont satisfaits (sport, arts, érotisme, etc.), et ceux qui sont malades sont incarcérés. [...] Le tyran devient administrateur, un rouage de la « machine » faite d'automates pour des automates⁵. »

Ces temps-ci, ces mots ne paraissent que trop souvent s'appliquer directement au monde qui est le nôtre.

Nous n'avons délibérément pas cherché à trancher – naïvement, diront certains – la question de l'impact qu'ont

eu les récents événements sur notre sens du possible. Mais le lecteur verra, dans les pages qui suivent, que nous n'avons cessé d'osciller entre des espérances têtues et un indéfectible sens de la catastrophe. Le livre ne cesse de revenir à son épigraphe : « et si non ». Tout cela pour dire que nous voulons prendre nos rêves pour des réalités, au risque de la naïveté, à la condition que l'insouciance et l'obstination soient perçues au final comme résultant – véritablement – de la compréhension de notre Ennemi et de la reconnaissance de notre défaite.

Mais au-delà de ces questions de forme et de fond, il y a celle, bien plus importante, des termes retenus pour l'analyse. Le « capitalisme » ou l'« accumulation primitive », par exemple. Nous sommes convaincus que le temps est fini où la simple mention de ces catégories vous faisait irrévocablement passer – tout particulièrement dans les milieux universitaires branchés – pour un vestige du passé. Mais le passé est redevenu le présent : c'est précisément le symptôme de la période actuelle que nous cherchons à comprendre. (Ce sont les formules de « fin des grands récits », de « piège de la totalisation », ou d'« irréductibilité radicale du politique » qui paraissent désormais datées.) Il y a pourtant bien un problème de vocabulaire, qui, comme souvent avec de tels problèmes, nous renvoie précisément à la possibilité de l'opposition – d'un véritable discours d'opposition – dans la situation présente. À qui nous adressons-nous, par exemple, lorsque (occasionnellement) nous répliquons vigoureusement, ou nous en appelons, à cette chose appelée « la Gauche » ? Quel type de survivance légendaire avons-nous alors à l'esprit, et où croyons-nous qu'elle se cache ? *Lit*-elle toujours, cette gauche ? Et dans la mesure où l'on espère toucher des

lecteurs dont la vision de la politique ne s'articule plus sur l'opposition « droite/gauche », on peut se demander si ces derniers ne reposeront pas le livre aussitôt qu'ils y auront lu les mots « capital et spectacle ». Est-ce que le premier d'entre eux – capital – ne nous ramène pas, malgré toutes nos bonnes intentions, dans le monde imaginaire de la « crise ultime » et des « contradictions fondamentales » ? Et est-ce que le second n'est pas le totem (obscur) d'un petit groupe d'initiés ?

Nous demandons à nos lecteurs de juger sur pièces – de vérifier par eux-mêmes si, au fil du livre, ces repères anciens et nouveaux permettent de s'orienter au sein du présent. Mais nous voudrions d'ores et déjà parer à quelques malentendus qui ne manqueront pas d'éclater. Nous ne considérons pas l'ensemble de forces et de configurations économiques appelé « capitalisme » comme une puissance magique qui seule tirerait toutes les ficelles du monde. Tout comme le *Wall Street Journal* et le McCain-Feingold Act⁶ et pour les mêmes raisons, nous pensons qu'il s'agit d'un instrument indispensable à l'analyse : parce que, comme mode d'organisation des forces et des rapports de production, le capitalisme possède une unité complexe mais strictement délimitée ; parce qu'il a eu raison de toutes les autres alternatives politiques, économiques... ; et parce qu'il a une influence prépondérante et envahissante – qui peut prendre l'aspect brutal de la félonie et de la corruption ou le caractère immatériel de la forme-marchandise – sur la conduite de la politique comme sur l'évolution et le contenu de la culture. Tout, cependant, n'est pas directement déterminé par lui. En plus d'être parlantes, les explications doivent être plausibles. Avancer, par exemple, qu'Oussama Ben Laden est un pur

produit du capitalisme parce que son argent vient de l'industrie pétrochimique et que ses disciples passent leur temps à tirer partie au mieux des possibilités offertes par Citicorp ou le groupe Prudential, ne permet en rien de comprendre sa dimension révolutionnaire – le caractère révolutionnaire de son potentiel de nuisance. Cela correspond bien davantage à ce que sont Cheney et Bush. (Mais dire cela n'est guère plus satisfaisant : qu'une explication soit parlante est une chose, qu'elle soit si manifestement évidente en est une autre. Nous sommes lassés des détectives qui résolvent des crimes que les criminels n'ont même pas cherché à cacher.)

Pour ce qui est de l'« accumulation primitive », on peut légitimement être moins circonspects. En effet, au cours des dernières années, nous avons été les témoins, et la plupart des acteurs concernés seront d'accord avec nous sur ce point, d'une incroyable mutation *des moyens* par lesquels les principales forces économiques des États-Unis se sont organisées en vue d'une nouvelle étape de la mondialisation. Il y a seulement cinq ans, partisans et critiques de la mondialisation s'accordaient généralement à reconnaître que la reconfiguration de l'économie mondiale avait eu lieu, et que celle-ci se perpétuerait sous l'effet d'« accords » (d'arrangements publics ou secrets), de flux de capitaux débridés, du démantèlement des instances nationales de contrôle et de régulation (toutes démocratiquement validées), du cruel déséquilibre des échanges Nord-Sud, des subsides cyniquement accordés aux plantations et moulins décrépis du Premier Monde et des attentions incessantes de la Banque mondiale et du FMI. Loin de nous l'idée de prétendre que ce brutal dispositif ne continue pas de fonctionner à plein régime. Mais à l'évidence, il a commencé à s'enrayer à la fin des années 1990 ; et fut, au cours des quatre dernières

années, relayé par un spectaculaire recours aux armes – soit une nouvelle étape de conquête et de colonisation. Nous sommes convaincus que les mots d'« accumulation primitive » décrivent très exactement ce qui est en train de se passer ; le second d'entre eux en particulier parvient à pointer ce qu'il y a de proprement nouveau (et, pour tous les Robert Reich et Thomas Friedman⁷ de la terre, de scandaleux) dans cette situation – le caractère ouvertement « colonial » de la guerre au Moyen-Orient, et la clarté avec laquelle désormais, la non-liberté du contrat de travail libre *repose à nouveau sur la pure et simple puissance, sur la pure et simple dépossession forcée*. En inventant l'expression d'« accumulation primitive », Marx avait en tête le long processus d'enclosure des communaux – des migrations et de la criminalité qui en ont résulté –, qui avait précédé et rendu possible la révolution industrielle britannique en créant une masse d'hommes et de femmes qui n'avaient rien d'autre à vendre que leur force de travail. Difficile de dire s'il se doutait que toute l'histoire de l'économie mondiale continuerait de dépendre de ces scénarios répétés d'accaparement, de déplacement, de mainmise brutale sur les ressources, de regroupement sans pitié des dépossédés dans des « baraquements d'entreprise » ou dans des ghettos rongés par la maladie – avec une vue sur les gratte-ciel au loin. Nous imaginons le pauvre Marx assis en face de Paul Bremer dans le vol Washington - Bagdad en avril 2003 (les inepties débitées à cette occasion par le nouvel administrateur en chef font désormais partie du folklore journalistique), écoutant ce dernier sermonner les soldats sur ce qui, à ses yeux, constituait la priorité de l'occupation américaine en Irak : l'anéantissement des cartels étatiques mis en place par Saddam, puis l'injection immédiate du puissant contrepoison de la privatisation. Des sociétés privées, des

armées privées, des réseaux d'égouts privés, des systèmes de distribution de l'eau privés, des hôpitaux privés refoulant poliment les victimes des bombardements. « Ces nouveaux affranchis ne devinrent vendeurs d'eux-mêmes qu'après avoir été dépouillés de tous leurs moyens de production et de toutes les garanties d'existence offertes par l'ancien ordre des choses. L'histoire de leur expropriation n'est pas matière à conjecture : elle est inscrite dans les annales de l'humanité en lettres de sang et de feu indélébiles⁸. » Parfois, le feu ne produit qu'un peu de fumée. Depuis peu, il brûle avec une belle vigueur.

Il est donc des mots que nous mobiliserons sans sentir le besoin de nous en excuser. Il en est d'autres (« spectacle », « néolibéralisme militaire », « guerre permanente ») dont nous définirons et défendrons l'usage que nous en faisons au fur et à mesure du livre. « Terreur » et « terrorisme » sont quant à eux d'incontournables non-concepts, dont nous pensons cependant qu'ils trouveront une force cognitive à mesure que se dessinera plus précisément la conception politique d'ensemble du livre. De la même manière, « multitude » est un terme que nous utilisons en partie avec espoir, en partie avec scepticisme, en espérant que nos lecteurs le prendront avec la même ambivalence. *Quelque chose* est en train de changer dans les techniques et les tactiques de résistance – les marches anti-guerre en sont la preuve –, mais seul un regard désenchanté sur le fait qu'Al-Qaida utilise le même cyber-dispositif, et sur la dynamique récente de la politique spectaculaire, nous permettra de décider si ce « quelque chose » n'est que de la poudre aux yeux, ou le début d'une nouvelle offensive.

Mais le problème n'est pas une simple affaire de terminologie. Nous savons pertinemment que d'autres éléments

de notre vocabulaire révèlent des insuffisances – des faiblesses –, et que le travail théorique ne pourra rien y faire. Mais d'ailleurs, qui sommes-« nous » ? (Ni un pouvoir, ni un noyau, ni une singularité ; et surtout pas une avant-garde. Quatre auteurs dans un collectif de trente à quarante âmes sœurs ; l'un d'entre nous connaît l'enfer des puits de pétrole nigériens pour les avoir vus de près, un autre a pratiqué le droit dans le système carcéral californien ; les héros du troisième sont Bruegel et Pasolini, et ceux du dernier les Levellers et Carlo Tresca. Qui sommes « nous », et où nous situons-nous par rapport aux diverses identités de l'opposition auquel nous nous référons constamment : le mouvement pour la paix, la multitude, les anticapitalistes (quel bonheur lorsque cette identité-là fut réactualisée, et ce mot prononcé avec mépris par Lehrer et O'Reilly⁹ !), la gauche, les progressistes, les refuzeniks, les antinomistes divers, ou simplement les « gens dans la rue » ?

Il y a dans cette liste certaines étiquettes que nous préférons à d'autres. « Antinomiste », par exemple, a au moins l'avantage de nous ramener en plein xvii^e siècle, à ce grand moment de crise qui a connu l'émergence de l'État moderne – ce moment de lutte, menée par une partie des citoyens, « contre Mammon », « contre Moïse et sa Loi », contre toutes les formes d'élitisme et d'identité. Pour cette raison même, ce terme apparaît étrangement approprié à la tonalité caractéristique des guerres saintes du présent. Mais les étiquettes sont toujours insuffisantes : pas le moindre doute là-dessus. Elles sont approximatives, nostalgiques ou d'un utopisme prophétique. Et c'est par-dessus tout cette réalité – une réalité linguistique, mais au final bien plus que simplement linguistique – à laquelle nous essayons ne pas renoncer dans les pages qui suivent. Nous manquons de termes

adéquats pour décrire les nouvelles énergies politiques, et nous avons douloureusement conscience qu'une relation à ces termes – une relation qui soit à la fois critique, pratique et *théorique*, qui ne se caractérise pas par la représentation et qui n'ait pas l'arrière-goût d'une *rédemption en pensée* – reste à établir. Il se pourrait même que le terme que nous avons le moins envie d'abandonner en cours de route soit celui avec lequel nous avons vécu le plus sceptiquement et le plus longtemps : la Gauche, la Gauche...

Nous avons tous en mémoire ce que ce mot était censé produire lorsqu'il était mobilisé dans les péroraisons pitoyables des militants. Il a largement mérité son discrédit actuel. Et pourtant, étrangement, nous nous rendons compte finalement que nous ne voulons pas l'abandonner – le laisser quitter définitivement la scène de l'Histoire. Nous savons le sentiment de confort qu'une telle opération ne manquerait pas de donner à l'Ennemi (à Ben Laden aussi bien qu'à la clique de Fox News), qui n'a cessé de manœuvrer à travers les siècles pour faire exploser ce concept. Il nous semble que le fait qu'on continue de l'utiliser dans un moment de défaite historique est un avantage pour ce mot : ainsi au moins connaît-on ses faiblesses à un moment où il doit affronter deux violentes mutations de la Droite. Il garde vivante, contre toute évidence, l'idée d'une alternative à l'ordre capitaliste ; alternative qui pourrait finir par *tirer partie* du grand travail de désagrégation, de fragmentation et de désenchantement qui fut la principale (et la plus effroyable) réussite du capitalisme – tirer partie de ce grand travail, l'amener à sa conclusion révolutionnaire, le pousser dans un ultime paroxysme de décentrement et de non-identité. Aussi faible et compromis ce terme soit-il devenu, donc, la Gauche demeure le nom – le meilleur qui soit, l'ultime

représentant, l'étendard trempé de sang – de ce dernier espoir de l'humanité.

Par dessus tout, *Des Images et des Bombes* cherche à saisir ce qui nous semble être le trait distinctif de la nouvelle situation mondiale : à savoir sa profonde et troublante dualité. Nous nous trouvons plongés, assez soudainement, dans une époque caractérisée par un terrible atavisme – un violent retour en arrière vers des formes de luttes géopolitiques et idéologiques qui rappellent tantôt la conquête de l'Afrique, tantôt les guerres de religion. Mais ce brutal retour du passé est accompagné – et ceci est le véritable défi posé à notre compréhension du temps présent – par le déploiement politique tout aussi monstrueux d'un dispositif moderne, voire hyper-moderne, de production des apparences dans lequel nous sommes pris au piège. Intérêts et Images se heurtent violemment. Un impérialisme nu est ainsi accouplé à une lutte pour le contrôle de « l'information ». Les erreurs ou les tromperies dans la gestion du monde de l'image ont des répercussions politiques immédiates – c'est ce qu'a découvert Aznar, par exemple, suite aux attentats de Madrid perpétrés par Al-Qaida – et une défaite cinglante dans la guerre des apparences ne peut être tolérée par aucun des super-pouvoirs actuels. (Ceci sera l'objet du premier chapitre.) Si la Gauche veut survivre comme entité politique, sa tâche (théorique) majeure sera de penser ensemble cet atavisme et cette nouveauté, de les penser comme les aspects interdépendants du système mondial en train d'émerger. Nous avons tous besoin de balises dans le nouvel environnement cauchemardesque qui est le nôtre. Les faits sont nécessaires, comme antidotes dans un monde de demi-vérités ; mais les nouveaux concepts, ou ceux, plus anciens, impitoyablement réélaborés à la lumière du présent, le sont aussi. Le visage

de la politique est en train de changer. Sa structure est peut-être, ou peut-être pas, en voie de transformation. Mais dans un cas comme dans l'autre, nous avons besoin de nouvelles descriptions. *Des Images et des Bombes* est un effort pour en fournir quelques-unes.

Dans les chapitres qui suivent, les lecteurs vont passer de matérialités dures et désagréables – les figures glaciales du profit, l'empilement de statistiques sur la mort et l'appauvrissement dans le monde – à des spéculations d'ordre générale sur les formes actuelles de contrôle social. Insistons-y : cette double perspective reflète la nature du temps présent. C'est pourquoi il ne faut surtout pas en conclure que, dans ce cas, « matérialité » équivaut à capitalisme, tandis que le spectacle ne serait qu'un monde de l'image désincarné, ou le royaume de représentations intériorisées (et impalpables). Le spectacle est un mode d'exercice du pouvoir social. Il fait violence aux acteurs sociaux tout autant que la discipline du travail à la chaîne. Nous y reviendrons. De la même manière, dans la formule « atavisme et nouveauté », les lecteurs doivent se garder d'assigner trop hâtivement l'une ou l'autre de ces caractéristiques de la situation présente à l'une ou l'autre des catégories déjà évoquées. Nouveauté n'égale pas spectacle. L'atavisme n'est pas l'équivalent de la guerre, ou d'Al-Qaida. Notre propos – si nous devons le résumer dans une formule inévitablement bancal – concerne *les contradictions du néolibéralisme militaire dans les conditions du spectacle*. Dans cet enfer, Satan lui-même aurait du mal à distinguer le vieux du neuf.